

Charlotte Mukankusi, instrument de Yoweri Museveni ?

Membre du groupe rebelle rwandais [Rwanda National Congress](#) (RNC), [Charlotte Mukankusi](#) a publiquement admis mi-mars avoir échangé avec [Yoweri Museveni](#). Elle incarne ainsi le nouveau visage de la diplomatie ougandaise au Rwanda. Née en 1970 à Mbarara (Ouganda), Charlotte Mukankusi épaula 23 veuves dans leur bataille juridique pour mettre en cause le gouvernement rwandais dans l'assassinat de leurs maris. Actuellement cheffe du bureau diplomatique du RNC, elle a été deuxième secrétaire de la [Rwandan High Commission](#) en Inde. Bonne stratège, elle a rencontré en Ouganda un autre dissident rwandais, [Eugène-Richard Gasana](#), ex-représentant permanent de Kigali aux [Nations unies](#). Ce dernier, qui a obtenu fin mars le statut de résident permanent aux Etats-Unis, était à Kampala pour pousser Museveni à autoriser le retour de [Jackie Wolfson](#), dont la fondation a été fermée lorsque le chef de l'Etat l'a expulsée en 2017 en raison de ses liens présumés avec [Bobi Wine](#) ([LOI n°1493](#)). Mukankusi marche dans les pas d'un des fondateurs du RNC, [David Himbara](#). Reçu plusieurs fois à Kampala, cet ex-général de l'armée rwandaise a engagé le cabinet de lobbying américain [Podesta Group](#) pour inciter les Etats-Unis à exercer une pression diplomatique sur le Rwanda.

À double tranchant

Charlotte Mukankusi serait en passe d'obtenir la possibilité de retour dans leur pays pour 130 000 réfugiés rwandais en Ouganda, alors que Kigali considère qu'ils ont renoncé à leur citoyenneté. Pour réaliser ce tour de force, le RNC de Mukankusi peut s'appuyer sur le soutien de l'homme d'affaires rwandais [Tribert Rujugiro Ayabatwa](#), décrit comme proche de Museveni. Pour contrer la jeune femme, [Paul Kagame](#), par l'intermédiaire de ses partisans de la diaspora, a tenté sans succès de faire inscrire Mukankusi sur la liste noire des autorités canadiennes pour sa relation avec les "organisations terroristes" RNC et [Forces démocratiques de libération du Rwanda](#) (FDLR). La seule affaire qui entache son parcours reste une condamnation en 2014, en Ouganda, à payer 350 millions US\$ aux victimes d'un accident imputable à [Mukankusi Construction](#). Tout tourné vers l'avenir, Museveni est vu en elle un moyen de dialoguer avec

Kagame. Ce dernier a reçu le 30 mars le troisième vice-premier ministre ougandais, [Kirunda Kivejinja](#), pour discuter de la fermeture de la frontière.